

> Allocation chômage d'aide au retour à l'emploi (ARE) d'un salarié du privé : Cumul d'un revenu de remplacement avec d'autres revenus

## Section 2 : Accès des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique à la prime d'activité

L. 5425-3

LOI n°2016-1917 du 29 décembre 2016 - art. 87 (V) - Conseil Constit. 2016-744 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsqu'il exerce, prend ou reprend une activité professionnelle, le bénéficiaire de l'allocation de solidarité spécifique est réputé avoir formulé une demande de prime d'activité mentionnée à l'article [L. 841-1](#) du code de la sécurité sociale, sauf mention contraire de sa part.

## Section 3 : Exercice d'une activité bénévole.

L. 5425-8

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout demandeur d'emploi peut exercer une activité bénévole.

Cette activité ne peut s'accomplir chez un précédent employeur, ni se substituer à un emploi salarié, et doit rester compatible avec l'obligation de recherche d'emploi.

L'exercice d'une activité bénévole n'est pas considéré comme un motif légitime pour écarter l'application des dispositions prévues par l'article [L. 5426-2](#).

## Section 4 : Exercice d'une activité d'intérêt général.

L. 5425-9

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 49

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les travailleurs privés d'emploi, bénéficiaires d'un revenu de remplacement, peuvent accomplir pendant une durée limitée des tâches d'intérêt général agréées par l'autorité administrative. Leur indemnisation peut être